

Il faut éviter un bain de sang en Egypte

LEMONDE.FR | 31.01.11 | 14h36 • Mis à jour le 31.01.11 | 14h36

Après la répression (plus de 200 morts durant les premières 24 heures, des milliers de détenus, et des milliers de blessés, au point d'avoir des appels constants des hôpitaux aux citoyens pour des dons de sang), c'est avec la menace d'installer le chaos total que le président Moubarak essaye de maîtriser la révolte. N'ayant pas l'air d'aboutir, les hommes du pouvoir se dirigent vers diverses tentatives de sauver le régime en sacrifiant sa tête. Si cette dernière manœuvre ne réussit pas, il y a fort à craindre qu'il n'y ait retour à une répression des plus violentes.

Le changement en Egypte est donc difficile et sanglant. Idéal type de ces pouvoirs en place, il est certain que ceux-là n'ont pas perduré grâce à la seule répression directe. Le contrôle des sociétés se fait par un maillage beaucoup plus subtil et de longue haleine, dont les deux autres champs sont la paupérisation et la corruption. Ayant perdu au fil du temps toute légitimité, tant au niveau du discours qu'à celui du projet social, ces pouvoirs tiennent grâce à l'élimination de toute éventuelle alternative. Ils ne pratiquent pas la politique mais la gestion de leur société, et pour pouvoir le faire, "réduisent" ces sociétés au maximum, et sur tous les plans. Il est quand même épatant que le thème du débat public en Egypte durant les cinq dernières années n'ait tourné qu'autour de la question de la "succession par héritage" de Moubarak. Toutes les lois et les amendements constitutionnels s'y sont exclusivement attachés. Quelle platitude, et quel signe de vide ! Quels sont donc les éléments de cette équation de la gestion et comment fonctionne-t-elle ?

Le nombre du corps de "la sécurité centrale", ces policiers spéciaux, privilégiés, entraînés à la seule répression, et armés jusqu'aux dents, atteint le million et trois cent cinquante mille hommes, essentiellement concentrés au Caire, et redoutables d'efficacité. A cela s'ajoute des groupes structurés de "civils", informateurs au maniement de la matraque facile, mais aussi des voyous (certains sont des criminels du droit commun qu'on relâche à l'occasion).

Tous ceux-là, les "parallèles", n'ont aucune limite. ils sont capables de déshabiller complètement des manifestantes dans la rue et même de les violer. S'y ajoute évidemment la police de la répression classique. Ça en fait trop : de balles réelles, et de menaces de se faire arrêter immédiatement ou plus tard, d'être torturé au point d'en mourir parfois. La peur ainsi générée a été jusqu'ici efficace. Surtout quand tout cela pouvait être facilement camouflé par le combat contre le "terrorisme", en s'appuyant sur des actes odieux comme l'explosion, la nuit de Noël, de l'église des Saints en Alexandrie, et la découverte chaque quelques jours de cellules de djihadistes d'al Qaïda : si Ben Laden n'avait pas existé, ces régimes (et Washington) l'auraient inventé !

Rien qu'autour du Caire, vivent selon les estimations les plus probables 11 millions de déshérités, dans des énormes agglomérations *achwa'yya* (quartiers informels, véritables favelas). Ils existent aussi dans les autres villes, et notamment à Alexandrie. Fruit des exodes ruraux pour la plupart, et de la paupérisation accrue de la population des villes elles-mêmes, on y vit de tout et de rien, dans un état avancé d'abandon, de délabrement et d'obstruction totale d'horizon.

DOULEUR ET COLÈRE

Les jeunes habitants de ces quartiers avaient explosé dans des révoltes violentes de la faim, capables de tout saccager à leur passage, sans autres revendications que crier leur douleur et leur colère. Les rangs des "lumpens" se gonflent à mesure que rétrécissent ceux de la classe moyenne égyptienne. Mais c'est la population dans sa totalité qui est traitée comme "de trop", livrée à elle-même, et doit se débrouiller comme elle peut. Une des caractéristiques principales de ces pouvoirs est leur croissance "hors sol", leur détachement de plus en plus accentué de leur société. Ils occupent une place d'intermédiaires entre un "espace" – leur pays – et le capitalisme globalisé : implantation d'industries de transformation souvent exemptes de taxes, de multinationales qui exploitent toutes les opportunités, y compris celles de l'export-import, etc. Il n'y a plus d'infrastructures de production locale, ou très peu et agonisantes. Les ouvriers de ces dernières – ceux du site de Mahalla par exemple – participent massivement à la révolte, et une haine toute particulière s'est manifestée contre M. Ahmad Ezz, symbole des industriels et entrepreneurs du type "intermédiaire", ministre quasi permanent et homme fort du pouvoir. Enfin, la corruption est un facteur actif de la dite gestion. Corruption d'abord de l'armée égyptienne, réputée pour son nationalisme, et source de tous les dangers pour le groupe au pouvoir. Les officiers sont candidats à la retraite à quarante deux ans ! Ils sont ainsi voués à une vie sinon misérable du moins très modeste et embusquée de difficultés. Ceux qui présentent des signes suffisants d'adéquation avec le pouvoir peuvent rester plus longtemps, et profiter de certains privilèges qui sont destinés aux officiers de l'armée. Ceux, encore plus malins, deviennent des consultants dans ces multinationales indigénisées, ou aspirent à des facilités innombrables pour le business qu'ils entreprennent après une retraite si précoce.

Dans ces pays, ceux qui détiennent le pouvoir détiennent la richesse, car celle-ci est générée essentiellement par le rôle d'intermédiaire avec le capitalisme globalisé, rôle monopolisé étatique, et par le pillage systématique de toutes les ressources possibles, que seuls les puissants peuvent entreprendre. Corruption ensuite des élites sociales, qui voient le vide que cette construction génère, et se retrouvent devant la nécessité de se débrouiller eux aussi: lutter pour occuper une place dans le système en étant plus ou moins docile (plus que moins), ou partir, ce qui explique le nombre de candidats au départ par tous les moyens. Ceux qui restent et qui continuent à ouvrir la bouche – des intellectuels, des juges, etc. – sont une minorité dans un pays qui compte plus de 80 millions d'âmes. Et ils sont d'un extrême courage !

L'Egypte est de loin plus importante aux yeux de Washington et des pays européens que la Tunisie, et la situation qui y prévaut est de l'ordre du stratégique. Le pouvoir compte sur l'exploitation des difficultés structurelles du mouvement de contestation pour arriver à bout de la révolte, ou pour lui faire accepter des compromis légers. Il active son immense expertise en matière de quadrillage. Et si cela ne suffit pas, il pratiquera la répression la plus sanglante. Si une riposte internationale ne se met pas rapidement en place, il y aura un bain de sang en Egypte, au sens propre du terme.

Nahla Chahal, sociologue et chroniqueuse au quotidien "Al-Hayat"

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Charte groupe | Index | Aide et contact |

Journal d'information en ligne, Le Monde.fr offre à ses visiteurs un panorama complet de l'**actualité**. Découvrez chaque jour toute l'**info** en direct (de la politique à l'économie en passant par le sport et la météo) sur Le Monde.fr, le site de news leader de la presse française en ligne.